



Les salariés d'EDF SA confirment leur détermination contre le projet Hercule de démantèlement d'EDF !

Les presque 40 % d'agents en grève le jeudi 10 décembre démontrent leur volonté de ne pas laisser dynamiter leur entreprise et réaffirment l'exigence du retrait du projet Hercule portée par l'intersyndicale Mines-Énergies CGT, CFE-CGC Énergies, CFDT et FO Énergie et Mines.

Grâce à cette nouvelle forte mobilisation illustrée par des heures de grève, les signatures de la pétition, des baisses importantes de la production, cependant amoindries par les messages de sécurité du réseau électrique, et des rassemblements sur sites, les décideurs ne peuvent que mesurer l'opposition croissante des salariés au projet Hercule.

De nombreux parlementaires sollicitent depuis la semaine dernière le Gouvernement alors que le Premier Ministre refuse toujours de rencontrer les fédérations syndicales. Malgré de nombreuses interpellations, des questions à l'hémicycle, le sujet reste plus que jamais opaque. Les palabres dans les coulisses entre la Commission Européenne, l'État et la tête du Groupe EDF se font sans que le personnel ou les citoyens puissent se faire entendre par l'intermédiaire de leurs représentants. Est-ce là la démocratie ?

L'intersyndicale réaffirme sa volonté du retrait du projet Hercule et les fédérations qui la composent, soutenues par leurs confédérations, sollicitent désormais le Président de la République.

Dans l'entreprise, vos représentants syndicaux continuent eux-aussi de relayer l'opposition des salariés à Hercule en ne siégeant plus dans les Instances Représentatives du Personnel ni dans les négociations/concertations nationales et locales sans impérieuses nécessités.

Nous ne pouvons pas laisser de soi-disant grands penseurs hantés par le spectre de la finance et qui ne maîtrisent pas les sujets liés au service public, à la souveraineté nationale, au système électrique ou au droit public ou concessif, etc... détruire notre entreprise pour complaire aux dictats de la concurrence, du marché et de la finance, sans se soucier du bien de la Nation.

Le calendrier s'accélère et la volonté de passage en force d'un projet mal conçu et mortifère est réelle.

Le démantèlement du Groupe, quoi qu'en disent ses promoteurs, serait une catastrophe économique, industrielle et sociale, et signerait la fin de la raison d'être d'EDF qui est le service public.

Nous devons continuer à nous faire entendre avec une nouvelle journée d'actions le jeudi 17 décembre, avec un appel à la grève, et prévoir, lorsque cela est possible, des rassemblements pour interpeller les élus de la Nation ou les représentants de l'état.

N'oubliez pas de signer et de partager la pétition en ligne : <http://chng.it/SVHTrYSp>